

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

## SOMMAIRE

- 1) Assassiné lâchement
- 2) Lui aussi se venge
- 3) Il prône le...
- 4) Il veut finir son sale boulot
- 5) La cheville ouvrière !
- 6) Il n'a pas changé....
- 7) Un cadre légal pour des barbares ?!...



G.Diez La Presse en Revue

**I) Hollande : «Hervé Gourdel a été tué parce qu'il était français»**



François Hollande au Nations Unies à New York ce mercredi. (Photo Alain Jocard.AFP)

**Le guide de haute montagne, enlevé dimanche en Kabylie par un groupe lié à l'Etat islamique, a été décapité. François Hollande dénonce cet assassinat et annonce la poursuite des frappes en Irak.**

Les ravisseurs ont mis leur menace à exécution. Hervé Gourdel, le guide de haute montagne français enlevé dimanche en Algérie, a été assassiné. Jund al-Khilafa, le groupe qui le détenait, a diffusé une vidéo, intitulée «Message de sang pour le gouvernement français», montrant sa décapitation. La vidéo, postée sur des sites jihadistes, débute par des images de François Hollande prises au cours de la conférence de presse durant laquelle il a annoncé la participation de la France à la campagne de frappes contre l'Etat islamique en Irak. Elle montre ensuite l'otage, agenouillé et les mains derrière le dos, entouré de quatre hommes armés et le visage dissimulé. L'un des hommes lit un message dans lequel il dénonce l'intervention des «croisés criminels français» contre les musulmans en Algérie, au Mali et en Irak notamment. La scène de la décapitation elle-même est coupée.

Ce groupe lié à l'Etat islamique avait menacé de tuer Hervé Gourdel, âgé de 55 ans, si la France ne renonçait pas «sous vingt-quatre heures» à ses frappes aériennes en Irak, un ultimatum rejeté mardi par le président François Hollande. Jund al-Khalifa («les soldats du califat») est un mouvement dissident d'Aqmi (Al-Qaeda au Maghreb islamique), apparu sur les radars en mars et qui a récemment fait allégeance à l'Etat islamique. Ce groupe est décrit par la sécurité algérienne comme peu important en nombre mais composé d'hommes sanguinaires et déterminés. La décapitation d'Hervé Gourdel, clairement inspirée des méthodes de l'Etat islamique, vient malheureusement en apporter la confirmation. La mise en scène macabre reprend celle utilisée pour l'assassinat des deux journalistes américains enlevés en Syrie, James Foley et Steven Sotloff, et du travailleur humanitaire britannique David Haines. Le principal ravisseur d'Hervé Gourdel serait Abdelmalek Gouri, un ex-conseiller militaire d'Abdelmalek Droukdel, chef d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi).

François Hollande, en déplacement à New York pour l'Assemblée générale de l'ONU, a condamné un assassinat «lâche et cruel». «La France ne cède pas au terrorisme, la France ne cédera jamais au terrorisme, parce que c'est son

devoir et bien plus parce que c'est son honneur». Le président français, le visage fermé, a estimé que «notre compatriote a été tué par un groupe terroriste, lâchement, cruellement, honteusement». «Hervé Gourdel a été tué parce qu'il était Français, parce que son pays, la France, combat le terrorisme», a poursuivi Hollande. Avant de répéter sa «détermination à poursuivre notre combat contre les groupes terroristes et contre Daech [le nom arabe de l'Etat Islamique]».



Hervé Gourdel. (Photo AFP)



François Hollande ✓ @fhollande  
Suivre

*Notre compatriote Hervé Gourdel a été assassiné par un groupe terroriste, lâchement, cruellement, honteusement. Je pense à lui.*

19:19 - 24 Sept 2014

François Hollande a aussi appelé à renforcer la sécurité des Français en France et à travers le monde, estimant que «l'unité» était la meilleure réponse face au défi du terrorisme. Le président français a appris la nouvelle vers 9 heures du matin heure de New York (15 heures en France) alors qu'il était en rencontre bilatérale dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU. Il aurait ensuite pris contact avec la famille d'Hervé Gourdel avant de décider de modifier son discours à l'ONU pour évoquer la mort du guide de montagne.

**Le CFCM dénonce un «crime barbare»**

Hervé Gourdel avait été enlevé au lieu-dit Tizi N'kouilal, un carrefour routier au cœur du parc national du Djurdjura, un haut lieu du tourisme, devenu sanctuaire des groupes armés islamistes

dans les années 90. Guide et passionné de photo, Hervé Gourdel, originaire de Nice, avait monté un bureau des guides dans le Mercantour il y a plus de vingt-cinq ans. Il était arrivé samedi en Kabylie pour entamer un trekking d'une dizaine de jours. Il était marié et avait deux enfants.

L'annonce de son assassinat est intervenue quelques minutes après l'intervention à l'Assemblée nationale du Premier ministre, Manuel Valls, qui défendait l'engagement militaire de la France en Irak. «Je suis abasourdi par cet assassinat de quelqu'un qui aimait la montagne, qui embrassait la vie, et qui a été fauché par la barbarie», a réagi sur France info le député des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti, qui le connaissait personnellement.

Le Conseil français du culte musulman (CFCM) s'est aussitôt dit «horrifié» et demande un «châtiment exemplaire» contre les responsables de ce «crime barbare». «Je suis dans une colère noire, j'ai la rage contre ces criminels, ces assassins d'une organisation qu'on peut appeler Daech, Etat islamique, qui n'a rien à voir avec l'islam ni aucune religion», a confié à l'AFP Abdallah Zekri, l'un des responsables du CFCM. Jund al-Khilafa «va chercher à reproduire son geste macabre»

Selon Kader Abderrahim, chercheur associé à l'Iris, spécialiste du Maghreb et de l'islamisme, et maître de conférences à Sciences-Po Paris, interrogé par Libération, «cette affreuse nouvelle» a pour but de remobiliser des troupes autour de ce groupe qui se réclame de l'Etat islamique alors que les groupes armés ont «été considérablement endigués par l'armée algérienne depuis vingt ans mais pas totalement réduits, comme on le voit malheureusement». Pour le chercheur, ce groupe «complètement coupé de la population locale, sans aucune base sociale», et dont certaines sources jugent qu'il ne dépasserait pas les cinquante membres, «n'a pu suivre jusqu'ici que grâce au rapt, au banditisme et au racket des commerçants locaux».

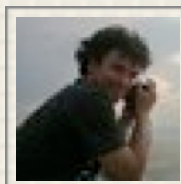
Pour Djallil Lounnas, enseignant-chercheur à l'Université Al-Akhawayn d'Ifrane au Maroc, les conséquences pour Alger, «qui n'est pas concerné par les frappes en Irak», risquent d'être lourdes en terme d'image, surtout à l'étranger : «C'est évidemment un affaiblissement pour le pouvoir algérien, vu de l'Europe par exemple. Mais sur le terrain, cela ne sera pas ressenti comme tel, car le maillage sécuritaire sera renforcé. Cela va certes écorner l'image d'un pays fort, mais ce qui

m'inquiète le plus, c'est qu'un tel groupe, avec l'écho de cette première exécution, va rechercher à reproduire son geste macabre.»

Kader Abderrahim souligne de son côté que les efforts de l'Algérie «en terme de lutte contre le terrorisme ne sont pas à remettre en cause» et rejoint Djalli Lounnas sur le constat funeste : «Daech, ce groupe de barbares de moins de 30 000 combattants dans le monde, a une capacité d'effroi, un sens épouvantablement cruel de la mise en scène.»

liberation.fr

## II) Aquilino Morelle se venge : François Hollande est un flingueur plus brutal que Sarkozy



Par Olivier Picard  
Chroniqueur politique

Aquilino Morelle ne désarme pas. L'ancien conseiller de François Hollande a accordé un entretien ravageur au "Nouvel Observateur", dans lequel il attaque l'actuel chef de l'État. François Hollande manque-t-il d'autorité ? Au contraire, cette sortie révèle un président au comportement de tueur qui s'expose aux règlements de compte, estime notre chroniqueur Olivier Picard.

Édité par Sébastien Billard Auteur parrainé par Aude Baron



Nicolas Sarkozy et François Hollande lors de la passation de pouvoir, le 15 mai 2012 (B. GUAY/AFP).

Le cas Morelle ? Inouï de vulgarité mais surtout sans précédent dans l'histoire de la Ve

République. Jamais on n'avait vu le plus proche conseiller d'un président se venger de la sorte après avoir été écarté.

Pour le coup, l'entretien publié par "Le Nouvel Observateur" ajoute une page franchement glauque au roman déjà très sombre de ce quinquennat, si malsaine que l'histoire commence à mettre mal à l'aise les journalistes qui suivent le quotidien de l'Élysée depuis de longues années.

Qui est donc vraiment l'homme que les Français ont élu le 6 mai 2012 pour que ses proches d'entre les proches osent régler ainsi leurs comptes avec lui, sans la moindre retenue. Sans la moindre pudeur. Sans la moindre considération, apparemment, pour les dégâts collatéraux que leurs déversements de rancœurs causent jour après jour sur la fonction présidentielle ?

Pourquoi ce chef de l'État qui se prétendait normal provoque-t-il, dans le premier cercle de ses collaborateurs et de ses amours, des réactions encore plus passionnelles que celles que son prédécesseur avait l'art de générer ? En somme, serait-il si faible pour gérer un exercice pourtant habituel au sommet de l'État : les ruptures avec les siens ?

### **Une absence totale d'affect**

Faible ? Faible ? Vous avez dit faible ? Le feuilleton du pouvoir remet en question la distribution des rôles que le pays avait fait défiler dans son imaginaire. Non seulement Hollande est tout sauf un faible, mais il est beaucoup plus dur avec ses fidèles que ne l'était Nicolas Sarkozy avec les siens.

Son apparence de sous-chef de bureau replet, qui se renforce mois après mois, et son sourire, qui est un réel atout de séduction, lui procurent une couverture, et son indécision, désormais légendaire, un faux alibi. Au fond, Hollande est un tueur. Un authentique tueur qui ne s'embarrasse pas d'états d'âme quand il s'agit de se débarrasser d'un ami encombrant.

Hollande est un dur de dur capable de trancher son bras droit pour se sauver s'il n'a pas d'autre choix. C'est ce qu'il a fait avec Aquilino Morelle. C'est ce qu'il a fait avec Sérillon. C'est ce qu'il a fait avec l'ex-secrétaire général de l'Élysée, Pierre-René Lemas, exfiltré à la Caisse des dépôts et consignations.

Ce personnage à qui on reproche son manque de

consistance a un redoutable profil psychologique. Une absence totale d'affect, que relevait déjà avec justesse l'une de ses biographes, Cécile Amar, dans son essai "Jusqu'ici tout va mal" (Grasset).

Ce handicap, car c'en est un, l'amène à commettre des imprudences fatales quand il se conjugue avec l'orgueil du non-interventionnisme dans les médias et dans l'édition, un dogme qu'il a d'ailleurs rappelé fièrement – et ce n'est pas un hasard – lors de sa conférence de presse du 18 septembre dernier.

### **Un monstre froid comme Chirac**

Ce tempérament peu flexible le distingue fondamentalement de son prédécesseur. Jamais Sarkozy n'aurait viré son directeur de cabinet du jour au lendemain ! Sarko, qui aime à se présenter comme un dur est en fait un faux-dur. Un parrain dont la main tremble au moment d'exécuter (politiquement) un membre de son clan.

Il n'a jamais osé éliminer son "frère" Balkany qui, pourtant, représentait pour lui un péril considérable. Quand il a éloigné le brave Hortefeux, complètement carbonisé au ministère de l'Intérieur, ou quand il a expédié Rachida Dati à Strasbourg, il a fait en sorte de les ménager. De mettre les formes. De conserver un lien qui était une indulgence mais aussi une sécurité contre les retours de flamme.

Avec Guéant et Morano, il est en train de procéder avec la même délicate attention, prenant garde à ne jamais faire lever la haine dans le terreau du dépit. Et sur le champ de bataille sentimental, il a su, c'est à mettre à son crédit, gérer son largage en plein vol par Cécilia avec retenue sans laisser transparaître publiquement – pour une fois – sa rage.

Nicolas Sarkozy n'a pas besoin de se donner du mal pour être odieux, il est capable de s'emporter en cinq minutes, ou d'éructer un "Casse-toi pâtre con" en public, mais au fond c'est un affectif qui ne démolit pas complètement les fidèles qu'il condamne à la disgrâce. Comme dans le milieu, il punit, certes, mais il est capable de pardonner. Une façon de garder le contrôle sur sa tribu. Les anciens amis ne peuvent pas devenir des ennemis.

### **Une grossièreté qui peut coûter très cher**

Avec le jovial Hollande, il n'y a pas de sursis. Pas de peine douce pour ceux qui ont fauté. Pas de lot de consolation. Quand c'est fini, c'est fini. Deux

balles dans la tête (symboliques) et on jette le cadavre aux chiens des médias sans se retourner.

Un trait qui le rapproche d'un Chirac, monstre froid, qui pouvait tuer un collaborateur indélicat (comme il le fit avec Pierre Charon) même si – pour reprendre une expression d'un de ses amis – il prenait soin "d'envoyer des fleurs à la veuve".

Hollande, lui, n'envoie même pas "de fleurs à la veuve" et cette grossièreté peut coûter très cher quand on est à l'Élysée. Un luxe qu'on ne peut pas se permettre quand on est déjà à 13% dans les sondages. Avec une image qui ne vaut plus un sou dans l'opinion, votre peau ne vaut plus très cher et les châtiés du pouvoir se transforment sans inhibition en ennemis mortels.

L'aigreur des bannis – même s'ils sont indéfendables comme l'est Morelle – se transforme alors en acide politique hautement corrosif. Le jour où un tel cocktail toxique dévale des marches du Palais pour couler dans la rue, cela peut polluer gravement toute l'institution.

François Hollande n'est apparemment pas un bon plombier pour colmater de telles fuites. Un talent pourtant indispensable pour espérer durer dans la fonction.



LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Le Medef prône le grand soir



Pierre Gattaz (Medef) reste persuadé que 1 million d'emplois peuvent être créés en cinq ans en dévrouillant les règles fiscales et sociales (Crédits : Reuters)

Jean-Christophe Chanut

**Le Medef de Pierre Gattaz a présenté son programme pour créer 1 million d'emplois en France en 5 ans. On y trouve aussi bien des vieilles recettes que quelques propositions fiscales innovantes.**

Ils sont venus, ils sont tous là... Ce mercredi 24 septembre, c'était la grand-messe au Medef. L'état-major de l'organisation patronale était quasiment réuni au grand complet derrière son président Pierre Gattaz pour réciter le nouveau catéchisme: il est temps de rénover le modèle économique et social français fondé au lendemain de la guerre pour l'adapter à la mondialisation. Un appel à une sorte de grand soir social donc ! Pour ce faire, le Medef a présenté son nouveau missel, le "petit livre jaune" comme l'appelle Pierre Gattaz, qui résume toute la doctrine patronale. Et le président de promettre un million de nouveaux emplois nets en France si les préceptes inscrits dans ce petit livre jaune étaient suivis à la lettre, ou presque.

#### Haro sur le droit du travail

Pour le Medef, il n'y a plus le choix et il faut agir vite car le niveau de chômage actuel "sape, détruit et déstabilise". Pierre Gattaz propose donc quatre axes d'action. La rénovation du modèle social, d'abord. Il faut en finir avec le tout législatif et confier l'élaboration des règles sociales à l'entreprise ou, par défaut, à la branche professionnelle. La loi doit se contenter de fixer les lignes générales. Tout le reste doit revenir à la négociation entre les partenaires sociaux. Il en va ainsi de la durée du travail. Pierre Gattaz et son vice-président délégué, Jean-François Pilliard, chargé des questions sociales, ont encore fait

semblant de croire que tout le monde travaillait 35 heures en France et que les chefs d'entreprise ne disposaient pas de marges de manœuvre suffisantes pour aménager le temps de travail.

Bien entendu, c'est inexact sur le fond. Même si, sur la forme, il est exact que le droit de la durée du travail, qui ouvre beaucoup de possibilités, constitue un véritable maquis. La référence aux 35 heures légales ne correspond pas du tout à la durée réelle effective du travail (qui est plus proche de 40 heures). En réalité, la durée légale des 35 heures ne constitue que le seuil de déclenchement des heures supplémentaires. Les dirigeants du Medef le savent en réalité très bien. Mais, ce qu'ils souhaitent, c'est supprimer toute référence légale. Ils veulent que les entreprises puissent fixer leurs propres règles en matière d'heures supplémentaires. Selon les cas et les accords, celles-ci pourraient démarrer à la 35e, 36e, 38e heure de travail. Bien entendu, l'organisation patronale continue également de réclamer la suppression de deux jours fériés.

### **Après avoir obtenu des facilitations sur le CDD, le Medef veut assouplir les règles sur le CDI**

Le Medef souhaite aussi que les règles protégeant le contrat à durée indéterminée (CDI) soient assouplies, notamment au moment du licenciement. Jean-François Pilliard a plaidé que la « peur » des entreprises d'embaucher sous CDI expliquait en grande partie pourquoi, maintenant, 87% des embauches se faisaient sous forme de CDD.

Certes, mais il convient de faire un petit retour en arrière. Dès le début des années 1980, le CNPF (l'ancêtre du Medef) a mené de violentes campagnes - notamment sous l'égide de Yvon Gattaz, le père de Pierre - pour faciliter le recours aux CDD et à l'intérim. Il a été en grande partie entendu. Résultat, durant une quinzaine d'années, les gouvernements, de droite ou de gauche, n'ont eu de cesse d'élargir les possibilités de recours à ces types de contrats et à en allonger la durée. Un CDD peut maintenant être signé pour 18 mois, voire plus dans certains cas. Conséquence, les entreprises, qui n'ont pas toujours une grande visibilité sur leurs carnets de commandes, ont multiplié les recrutements « précaires ». Il n'est donc pas du tout étonnant que ces contrats aient « explosé ». C'était même prévisible. Le Medef joue donc au pompier pyromane.

D'autant plus qu'il reste à vérifier qu'un

assouplissement des règles du CDI permettrait de mieux intégrer les actuels salariés précaires. Il faut plutôt s'attendre à un nivellement par le bas et à davantage encore de rotation de l'emploi (turn-over) sur le marché du travail. Car Pierre Gattaz milite aussi pour des contrats de projet, un contrat de travail qui prendrait fin une fois la mission réalisée, une sorte de CDD "à la carte"...

### **Des pistes de réformes fiscales intéressantes**

Le deuxième axe pour relancer l'emploi, selon Pierre Gattaz, doit passer par une amélioration de la compétitivité. Le Medef regrette que le taux de marge des entreprises françaises soit tombé à 29,3%, le plus bas de l'Europe, et un record depuis 1985. Pour retrouver cette compétitivité, l'organisation estime que les 41 milliards d'euros d'allègements de prélèvements sociaux et fiscaux décidés par le gouvernement dans le cadre du pacte de responsabilité ne suffisent pas. Pour Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du Medef, il faut aller plus loin dans l'allègement du coût du travail, la France se trouvant en queue de peloton de l'Europe, selon les statistiques Eurostat.

Certes, mais le vice-président aurait du rappeler que les statistiques fournies par Eurostat ne tiennent pas compte des allègements -notamment l'allègement « Fillon », dégressif entre 1 et 1,6 Smic. En revanche, le Medef s'est livré à une sorte de mea culpa en reconnaissant que la compétitivité hors coût était aussi un souci qui n'avait pas assez été pris en considération, notamment la question de la nécessaire montée en gamme des produits français pour échapper à la concurrence des produits à bas coût.

Avec son troisième axe, le Medef a milité pour une reprise des investissements. A juste titre, l'organisation patronale a souligné combien, fiscalement parlant, il convenait de "privilégier la prise de risque sur la rente". Sur ce dossier, le Medef avance des propositions sérieuses qui méritent d'être étudiées. Selon lui, il faut absolument drainer davantage l'épargne « dormante » vers le financement des PME. Il faut également alléger la fiscalité pesant sur les plus-values ou l'ISF en cas d'investissement dans les PME. Il conviendrait également de réfléchir aux délais de paiement pour empêcher les problèmes de trésorerie des entreprises. Tout comme devrait être étudié sérieusement, un allègement de la fiscalité pesant sur les facteurs de production. Le mouvement est d'ailleurs amorcé puisque le gouvernement s'est engagé pour la fin 2016 à

supprimer la C3S.

Enfin, il y aussi ce que le Medef appelle des « leviers transverses et sectoriels ». Ainsi, il persiste et signe sur le nécessaire relèvement des effets de seuils qui pourrait créer « entre 50.0000 et 100.000 emplois ». Idem pour une extension du travail du soir et du dimanche. Là, ce sont également de 50.000 à 100.000 emplois qui pourraient être trouvés, sans que l'on sache très bien s'il s'agit d'équivalents temps plein. Sans oublier qu'un certain nombre de décisions sectorielles dans le tourisme, la construction, la santé pourraient aussi permettre des centaines de milliers de créations de postes... Reste une question, que ne pose pas le Medef : en période de crise européenne, de telles décisions créeront-elles une demande, et donc un chiffre d'affaires, supplémentaire ?



L'auteur

Jean-Christophe Chanut  
@jcchanut

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Nicolas Sarkozy, un retour pour finir le détricotage du pays

Lionel Venturini



Sur France 2, l'ancien chef de l'État a fait fausse amende honorable  
Photo : Christophe Russeil/FTV

**Celui qui est candidat à la présidence de l'UMP pour s'en servir comme tremplin pour la prochaine élection présidentielle a esquissé à la télévision un programme ultraconservateur et a repris le flirt avec le FN qui avait fait son succès en 2007.**

Une prestation télévisée plus tard, on en sait un peu plus sur les intentions de Nicolas Sarkozy une fois élu à la présidence de l'UMP. Sans dérouler un programme, il a bien fallu, devant les caméras d'un service public déroulant le tapis rouge à celui qui est encore dépourvu de tout mandat ou responsabilité politique, en dire plus que dans son message de vendredi sur Facebook. Alors Nicolas Sarkozy a, sans surprise, enfourché ses classiques, il faut réduire la dépense publique, s'accrocher à l'Allemagne comme modèle... Qu'est-ce qui le distingue alors d'un Manuel Valls ? À la place du gouvernement, Nicolas Sarkozy aurait baissé de même la dépense publique, sinon plus, sans les hausses d'impôts, croit-on déduire de ses propos sur France2. C'est «le roi des bonimenteurs, il n'a pas une idée nouvelle à vendre», a commenté Pierre Laurent, pour le PCF, fustigeant chez l'ancien président «cette auto-impunité qui ne le rend ni responsable des comptes du parti ni de ses comptes de campagne, encore moins de sa politique».

**L'ancien chef de l'État n'a changé que de cravate**

Là, l'homme qui proclame avoir «changé» (une marotte chez lui, déjà en 2007, dans son discours

devant le congrès de l'UMP, l'expression «j'ai changé» avait été prononcée treize fois) n'a changé que de cravate. Nicolas Sarkozy, au fond, est revenu pour finir ce qu'il n'a pu achever en 2012 quand il fut battu par François Hollande. Car pour le reste, le Nicolas Sarkozy qui s'apprête à entrer dans la campagne pour la présidentielle de 2017 puise aux sources de 2007. À commencer par faire de l'immigration le point nodal, déclarant dimanche soir qu'«on ne peut pas avoir un Schengen où chacun peut passer d'un pays à l'autre et ne pas se donner la peine d'avoir les mêmes règles». «On cherche à faire la confusion entre la libre circulation et la libre installation, a répliqué, pour le PS, Jean-Christophe Cambadélis. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas échappé à Nicolas Sarkozy qu'il y a un grand sentiment islamophobe en France et il cherche à le caresser.» Écarté de l'entourage sarkozyste depuis l'affaire des enregistrements frénétiques auxquels il se livrait, Patrick Buisson a laissé ses notes et ses analyses. C'est bien en fondant à nouveau l'alliage sarko-lépéniste de 2007 que l'ancien chef de l'État compte se réinstaller à l'Élysée. C'est le sens également de son insistance à voir les clivages droite-gauche «dépassés», et sa volonté de recourir plus souvent au référendum.

### **Il se fait porteur d'une vision populiste à l'opposé d'Alain Juppé**

Pas tout à fait neuf non plus, mais Nicolas Sarkozy, à cet instant, se fait porteur d'une vision populiste, à l'opposé d'un Juppé prêchant «un nouvel élan d'unité nationale, respectueux de la diversité du peuple français mais confiant dans la capacité d'un État fort à être le garant de nos libertés publiques et de la cohésion nationale». En se confiant à Valeurs actuelles cet été, Sarkozy déclarait : «Jusqu'à présent, la droite attaquait l'égalité par la liberté. C'était une erreur d'analyse. Car c'est toujours perçu comme la liberté du fort sur le faible. Il faut au contraire attaquer l'égalitarisme par les différences.» Soit, relève le politologue Gaël Brustier, ni plus ni moins que «prendre comme un acquis le mouvement de contestation droitiste de la Manif pour tous», et faire qu'un «conservatisme nouveau soutient le sarkozysme nouveau», bien plus que le libéralisme économique.

humanite.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## **V) Le comptable et les patrons de Bygmalion accusent l'UMP**

LE MONDE-Par Gérard Davet et Fabrice Lhomme

Il est comptable, et il sait tout. Licencié par les responsables de la société Bygmalion, le 26 mai, Matthieu Fay s'est longuement confié aux enquêteurs, le 10 juin. C'était lui, la cheville ouvrière, l'homme qui a truqué les comptes de son entreprise à la demande expresse de l'UMP. « On a rencontré des difficultés dès avril 2012, les principaux sous-traitants n'ont pas été payés dans le délai de trente jours », se rappelle-t-il.

La campagne s'emballa, les meetings se succèdent et les entreprises sous-traitantes réclament leur dû à Event et Cie, filiale de Bygmalion. Comment résoudre ce souci de trésorerie, alors que le plafond des dépenses électorales autorisées est en passe d'être explosé ? Une solution est trouvée par les responsables de l'UMP : imputer une partie des dépenses de campagne à des conventions fictives du parti.

« Il nous a été demandé par l'UMP de facturer 35 conventions, reprend le comptable. Les dates et les événements nous ont été communiqués par l'UMP de façon à atteindre notre chiffre d'affaires. Ces facturations ne correspondent pas à des prestations effectuées par la société Event et Cie. Ce sont effectivement des fausses factures. Ce lot de factures, à savoir les factures sous-évaluées relatives aux meetings et les fausses factures, a été envoyé à l'UMP par porteur après le second tour. »

En bon comptable, M. Fay a les chiffres en tête : « Le montant total de la facturation des meetings était de 18 861 620,28 euros. Or nous ne devons pas dépasser, en ce qui concerne la facturation officielle des meetings, 3 346 423 euros. » C'est donc ce même Matthieu Fay qui remplit consciencieusement un fichier Excel, créé le 30 mars 2012. Il est recommandé de facturer avec « un chiffre rond autour de 300 000 euros pour que cela fasse plus réel », se souvient le comptable. « Le seul interlocuteur que j'ai eu est Fabienne Liadze, directrice des affaires financières, pour la transmission des factures par porteur entre mars et juin 2012 ».

Matthieu Fay n'avait pas vocation à devenir un faux facturier. Il dit avoir agi à la demande de ses



supérieurs, Guy Alvès et Bastien Millot, les patrons de Bygmalion, et de Franck Attal, d'Event et Cie. Ce dernier situe à début avril une réunion à l'UMP durant laquelle Eric Cesari, directeur général de l'UMP, et Jérôme Lavrilleux, directeur adjoint de la campagne, mettent sur la table la solution des fausses factures. « Ils devaient continuer à organiser des meetings même s'ils savaient que les plafonds de campagne seraient dépassés. Soit on refusait et on prenait le risque de ne pas être payé et donc de sauter, sans compter que l'on compromettait l'issue de la campagne, soit on acceptait, sachant que l'on rentrait dans l'irrégularité », raconte Franck Attal aux policiers, le 26 mai. « C'est ce second choix qui a été fait par Bastien Millot et Guy Alvès », regrette-t-il.

Interrogé le lendemain par les enquêteurs, Guy Alvès relate lui aussi le dilemme qui lui est proposé : « Le sentiment que j'ai, c'est que je suis face à une demande de franchissement de la ligne jaune, c'est-à-dire accepter des fausses écritures, dit-il. Le choix était soit d'accepter, soit de couler ma société, alors que je n'avais fait que mon travail. J'étais pris au piège. J'ai donc accepté que la société Event et Cie émette les fausses factures qui étaient demandées par l'UMP. »



Gérard Davet  
Journaliste au Monde

Fabrice Lhomme  
Journaliste au Monde

## VI) Pour Fillon, Sarkozy "n'a pas vraiment changé"

Aurelie Abadie / Journaliste



### L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, candidat à la primaire de l'UMP, a appelé sur France 2 à "changer les choses en profondeur". Et a rappelé ses différences avec l'ex chef de l'Etat.

Sur France 2 mercredi soir, François Fillon est passé à la contre-offensive. L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, qui ne s'était pas exprimé depuis l'intervention de l'ex chef de l'Etat sur ce même plateau dimanche dernier, a souhaité se montrer au dessus de la mêlée. Membre pour l'heure de la direction de transition du parti de droite, François Fillon a refusé de "prendre parti dans cette élection".

Appelant à "éviter les batailles politiciennes" pour en "revenir au rassemblement et à l'unité nationale", le candidat à la primaire de l'UMP pour 2017 ne s'est tout de même pas privé de livrer son avis sur Nicolas Sarkozy. Selon lui, l'ancien chef de l'Etat na "pas vraiment" changé. "Dans la vie on ne change pas, on peut changer sa communication, son apparence... ", a-t-il expliqué.

Revenant sur les 5 ans passés au gouvernement à ses côtés, François Fillon a jugé que le tandem exécutif qu'il formait alors avec Sarkozy n'a " pas réussi à changer profondément les choses". "J'ai engagé ensuite un vrai Tour de France. Les Français me disent : "on a besoin d'un changement profond", ce n'est pas une question de personne, pas une bataille d'ego".

Revendiquant sa préférence pour "le débat d'idées" et non les "affaires d'hommes", François Fillon a tenu à marquer sa différence avec ses rivaux, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé. "Nous n'avons pas les mmes idées sur la sortie des 35 H, la retraite à 65 ans, la lutte contre les déficits, l'école", a-t-il énuméré. Si Nicolas Sarkozy lui a tendu la main dimanche affirmant qu'il "aurait besoin de lui", François Fillon semble, lui, vouloir poursuivre sa propre voie.

## Mort d'Hervé Gourdel : réaction du Front National

### Communiqué de Presse du Front National

Le Front National adresse ses plus sincères condoléances à la famille et aux proches d'Hervé Gourdel, otage français enlevé par des islamistes en Algérie, et dont la mort affecte l'ensemble de nos compatriotes.

Si bien entendu il ne faut en aucune circonstance négocier avec les terroristes, cette terrible nouvelle doit cependant nous alerter sur la stratégie globale adoptée par la France dans sa lutte contre le terrorisme en général et l'Etat islamique en particulier.

Contrairement aux mots de François Hollande qui avait expliqué que les frappes françaises en Irak et l'implication militaire directe de notre pays au côté des Américains étaient de nature à renforcer la sécurité des Français, en France comme à l'étranger, les faits lui donnent malheureusement tort.

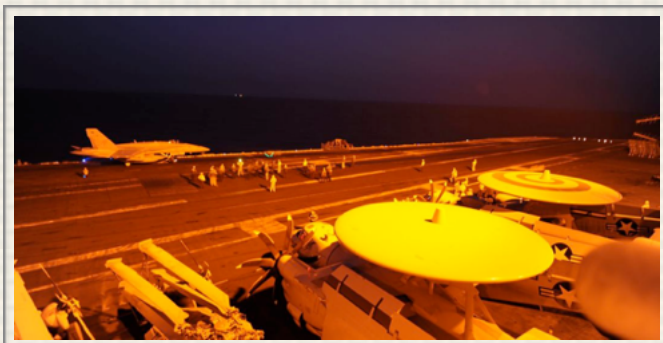
La France, par une posture déséquilibrée et sans rapport avec ses moyens militaires réels, est devenue la cible numéro un des djihadistes dans le monde.

Il n'est pas possible de prétendre faire une guerre totale, à un ennemi aussi nébuleux que l'Etat islamique, sans cohérence ni moyen. La cohérence suppose de couper les relations diplomatiques et économiques avec le Qatar, qui finance et soutient les mouvements djihadistes du monde entier. Cela suppose également de renforcer considérablement notre outil de défense et de renseignement, tant en termes de moyens humains, matériels que financiers.

Il convient enfin d'adopter sur le territoire national une véritable politique pour lutter contre le phénomène grandissant des djihadistes français, en instaurant la déchéance de nationalité et l'interdiction du territoire pour les djihadistes partis combattre au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde.

## VII) Quel cadre légal pour l'intervention contre l'Etat islamique en Syrie ?

Le Monde.fr-Par Elvire Camus



Appareils militaires américains sur un porte-avion stationné dans le Golfe persique. | AFP/Robert Burck

Une coalition menée par les Etats-Unis avec le soutien de cinq pays arabes a commencé à frapper, dans la nuit de lundi 22 à mardi 23 septembre, les positions de l'Etat islamique (EI) en Syrie. Il s'agit de la première intervention militaire internationale contre le groupe djihadiste dans ce pays en guerre civile depuis 2011, la lutte contre l'EI étant jusqu'ici limitée à l'Irak.

Alors que débute, mercredi 24 septembre, une réunion de l'ONU sur les moyens de contrer le groupe ultraradical, l'ouverture de ce second front s'est faite dans un contexte légal bien différent du front irakien.

### Pas de gouvernement légitime en Syrie

En Irak, le gouvernement de Bagdad a sollicité l'aide de la communauté internationale pour lutter contre l'avancée des djihadistes sur son territoire, ce qui confère un cadre légal aux frappes françaises et américaines. Le gouvernement de Haïder al-Abadi est considéré comme le représentant légitime des Irakiens en lutte contre l'invasion d'un groupe terroriste.

Dans le cas de la Syrie, la situation est plus complexe, car la coalition menée par les Etats-Unis ne s'appuie ni sur une demande formulée par un pouvoir légitime, ni sur un mandat de l'ONU.

La Coalition nationale syrienne appelle à un soutien militaire international contre l'EI en Syrie depuis la mi-août. Mais si cette instance est reconnue en tant que « représentant légitime du peuple syrien » par le Conseil de coopération du Golfe, l'Union européenne et les Etats-Unis, elle

n'est pas considérée pour autant comme le gouvernement syrien, explique un spécialiste du droit international sur la BBC. Sa demande ne saurait donc justifier une opération militaire.

Le régime de Bachar Al-Assad a, lui, rejeté l'idée d'une intervention internationale contre l'EI sur son sol. Les Etats-Unis ont d'ailleurs écarté, à plusieurs reprises, la possibilité de faire appel à son soutien.

### **L'EI n'est pas le seul groupe frappé**

La meilleure forme d'encadrement pour intervenir en Syrie serait d'obtenir un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Un scénario que la Russie bloque depuis 2011. Les Etats-Unis et leurs alliés ont donc inscrit leur opération en Syrie dans la continuité des frappes menées en Irak.

Comme les principales bases de l'EI se trouvent en Syrie, le gouvernement de Bagdad peut invoquer la légitime défense en visant celles-ci avec l'appui de pays étrangers qu'elle a sollicités.

C'est d'ailleurs l'argument invoqué par les Etats-Unis. Avant que les raids commencent, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Samantha Power, avait assuré, dans un entretien à la chaîne américaine ABC que les Irakiens avaient appelé à l'aide de la communauté internationale « non seulement en Irak, mais aussi dans les sanctuaires de l'EI dans des pays étrangers ».

Mais l'intervention a des objectifs plus vastes, comme le relève le New York Times : si l'essentiel des raids a visé l'EI, des frappes ont également été menées contre Khorasan, un groupe de djihadistes liés à Al-Qaida. Il s'agit alors d'empêcher des « attaques majeures » contre des cibles en Europe ou aux Etats-Unis, et non pas de protéger l'Irak.

### **Quelles autres options ?**

Les Etats-Unis ne peuvent invoquer l'article 51 de la charte des Nations unies, qui permet d'intervenir militairement « en cas de menace imminente ou réelle, à titre personnel », car ils ne sont pas directement attaqués. En revanche, des pays voisins de la Syrie, comme la Jordanie, dont les frontières sont menacées par les actions de l'EI, pourraient utiliser cet argument.

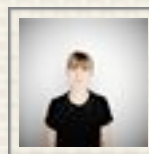
L'intervention militaire pourrait aussi être justifiée

exactions de l'EI, alors que le régime syrien est clairement dépassé. Mais cette option semble peu probable. En trois ans et demi de guerre civile, la communauté internationale n'y a pas fait référence. De plus, ce type d'intervention est dans la plupart des cas appuyé par un mandat de l'ONU.

### **Quelle est la position de la France ?**

Paris, qui intervient contre l'EI en Irak depuis le 19 septembre, a refusé d'étendre son action, estimant qu'aucun cadre juridique et politique ne pouvait légitimer une intervention en Syrie. Mais la position française est susceptible d'évoluer.

A la veille des premières frappes américaines, le chef de la diplomatie française Laurent Fabius avait indiqué, lors d'une conférence de presse à New York, qu'il ne voyait pas « d'empêchement juridique à ce que les attaques de [l'EI] fassent l'objet de réactions aussi bien en Irak qu'en Syrie » ajoutant qu'il analysait « la possible légitime défense au titre de l'article 51 ».



Elvire Camus  
Journaliste au Monde

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**